

## Nouvelles balises du financement fédéral en itinérance 2015-2019 Une réorientation nuisible et contre-productive

Québec, le 19 décembre 2014- Après des mois de négociations entre Ottawa et Québec, les balises pour le prochain appel de projets de la Stratégie des partenariats de lutte à l'itinérance (SPLI) sont désormais connues : imposition de pourcentages du modèle *Housing First*, contrainte majeure aux investissements en construction de logement social, retrait du soutien à la prévention en ITSS et toxicomanie, abandon de projets ciblant les jeunes... Cette réorientation menace l'intervention auprès de milliers de personnes vulnérables, alors même que le Québec s'est doté récemment d'un plan d'action visant à répondre de façon diversifiée à ce phénomène complexe. Afin de dénoncer ces nouvelles balises, de nombreuses ressources de Québec ont tenu ce matin une conférence de presse au Centre résidentiel et communautaire Jacques-Cartier, un des organismes menacés par cette réorientation.

Depuis 15 ans, la SPLI déploie 20 millions \$ par année au Québec afin de financer tant une diversité de pratiques d'intervention et de prévention auprès des personnes en situation d'itinérance ou à risque de l'être que la construction de ressources d'hébergement et de centres de jour. Il est estimé que la SPLI permet actuellement d'aider et accompagner plus de 50 000 personnes à l'échelle du Québec. De réorienter un fort pourcentage de cette aide vers le seul modèle du *Housing First* vient menacer la réalisation de nombreux projets essentiels pour leurs communautés. « **La réorientation de ce programme, reconnu jusqu'à maintenant pour son approche globale, aura la conséquence suivante : on prive de ressources financières de nombreux organismes afin de soutenir une approche dite de stabilité résidentielle avec accompagnement. Ce sont des dizaines de projets de logements sociaux, des soupes populaires, des postes de travail de rue qui sont sur la sellette, venant menacer l'accès et la continuité des services pour des milliers de personnes !** » s'inquiète Jimena Michea, coordonnatrice du Regroupement pour l'aide aux itinérants et itinérantes de Québec (RAIQ).

Alors que l'Assemblée nationale a dénoncé à deux reprises, par des résolutions unanimes, la volonté d'Ottawa d'imposer son modèle, il est stupéfiant que la ministre Lucie Charlebois ait signé cette entente. « **Alors qu'on vient d'adopter une Politique de lutte à l'itinérance appelant à une diversité de réponses et d'approches pour prévenir et contrer l'itinérance, il est inconcevable que Québec accepte une entente permettant à Ottawa d'imposer aux communautés un modèle d'intervention ciblant surtout les personnes en situation d'itinérance chronique et négligeant la prévention. Pour lutter contre l'itinérance, il est essentiel d'agir également en amont, en prévention. L'imposition du modèle *Housing First* risque d'ouvrir la porte à plus d'entrées dans l'itinérance!** » ajoute Anne-Marie Boucher, coordonnatrice du Réseau SOLIDARITÉ Itinérance Québec (RSIQ). Le *Housing First* ne peut en effet répondre à la variété des situations d'itinérance qui sont vécues dans toutes les régions du Québec, notamment l'itinérance cachée qui touche bien des hommes et particulièrement les femmes.

À l'aube du déploiement du premier plan d'action interministériel faisant suite à la Politique, Québec laissera-t-il tomber les personnes en situation ou à risque d'itinérance ? Les régions auront-elles une marge de manœuvre sur l'application de cette entente ? Les projets subitement abandonnés par le financement fédéral pourront-ils se maintenir grâce à un investissement supplémentaire de Québec ? Autant de questions auxquelles le RSIQ et ses réseaux membres, dont le RAIQ, attendent des réponses.

### Contact presse :

Anne-Marie Boucher, Coordonnatrice du RSIQ : 514-659-4733 / [coordination@rsiq.org](mailto:coordination@rsiq.org)

Jimena Michea, Coordonnatrice du RAIQ et administratrice du RSIQ : 418-544-7247